L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 27 AOUT 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16; par semestre, $8; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi;
Par an, $5; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $2 le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 27 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par S. Gainault—à 10 heures et demie très précises, à Carrollton, sur le Canal Avenue, chez M. Pierre Morère, sa superbe vacherie, composée de 81 belles vaches laitières, 1 taureau, 5 chevaux, 2 mulets, une jument, charrettes, buggy, moulin à maïs, futaille, &c.

Par J. B. Crozat — à son magasin d'encan, un lot de meubles, les scies circulaires et perpendiculaires des boîtes pour abeilles, cuivre, fer, &c.

Par Montgomery & Brooks 10 heures, au No 236 rue St Charles, entre St-Joseph et Delord, les beaux meubles de la résidence: glaces, tapis, tableaux, porcelaine, &c, et un piano—Et à 4 heures et demie de l'après-midi, en débarquement de la goélette Village Gem, venant d'Honduras, des bois d'acajou, de cèdre et de cèdre.

Par Tournié & Neubrigen—au Union Warehouse, coin Tchoupitoulas et Notre-Dame, à 10 heures et demie, des sacs de sumac.

Par A. Fehret & Co—à leur salle d'encan, rue du Camp, grande vente importante de marchandises sèches, habillements, lingerie, chaussures, chapeaux, &c.

Par Hoffman & Marks—au No 56 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie: mousselines de laine laissées avariées.

La Récolte de Coton.

Nous recevons les plus tristes nouvelles sur la récolte prochaine de coton dans le Mississippi et la Louisiane. Un voyageur homme d'expérience et d'un grand esprit d'observation, qui a parcouru une partie de ces deux Etats, nous a fait sur ce qu'il y a vu un rapport fort triste. Généralement les récoltes sont couvertes d'herbes qui étouffent à la fois le coton et le maïs. Cela tient d'abord aux grandes pluies qui ont régné dans le courant du printemps, et qui n'ont pas permis le labourage ni le sarclage, et ensuite à la longue sécheresse qui, bien tuer les herbes auxquelles l'humidité avait donné une force robuste, a empêché le développement des plants de coton et de maïs: en sorte que ces deux récoltes vont manquer presque totalement dans beaucoup d'endroits pour ne pas dire partout.

Ce voyageur qui, parti de la Rivière aux Perles à 10 ou 15 milles de l'endroit où elle se jette dans le lac, a traversé les comtés de Meridian, Jackson, Brookhaven dans le Mississippi et les paroisses de Madison et Carrol en Louisiane, a vu dans tous lieux les herbes sauvages disputer partout l'espace aux plantations de coton et de maïs. Il y a des champs de coton, nous a-t-il assuré, qui ne donneront pas même des graines et dans de maïs, on ne trouvera pas un boisseau par arpent. En sorte que ces malheureux pays n'auront aucune récolte et seront exposés à la famine.

Les habitations sont, du reste, dans un état tout-à-fait pitoyable. On ne voit plus de barrières nulle part, mais de ce côté on n'y perd rien, non-seulement parcequ'il n'y a pas de récolte, mais aussi parcequ'il n'y a pas d'animaux pour les dévaster, s'il y en avait. Partout c'est le spectacle de la désolation la plus profonde. On voit dans les clairières des familles de nègres, n'ayant rien d'apparent pour subsister et destinées, sans doute, à périr d'inanition et de misère.

Il ne paraît pas que les campagnes soient plus heureuses dans l'Alabama et la Georgie où l'on a souffert des mêmes alternatives de pluie et de sécheresse, et où, pour comble d'affliction, les chenilles dévorent en ce moment les cotonniers, si éprouvés par toute sortes de contretemps. Si nous nous en rapportons aux journaux du Sud-Est, la Caroline du Sud seule aurait échappé jusqu'à présent à tous les fléaux. Mais la récolte du coton y est à peine commencée et les chenilles auraient encore le temps d'y détruire les trois quarts de la récolte.

Notre intention n'a pas été, en écrivant cet article, de pousser à la spéculation sur le coton. Le Sud en produira fort peu sans nul doute, mais la culture de ce textile a été si fort encouragée depuis cinq ans par les Anglais dans l'Inde et dans maintes régions tropicales que le produit, en somme, peut être dans le monde plus fort qu'il ne l'a jamais été avant l'abolition de l'esclavage dans les Etats américains.

Malgré les encouragements des Anglais, ce coton pourrait aussi manquer plus qu'on ne l'imagine, si nombreux sont les dangers aux quels le plant de coton est exposé par tous pays. Cette difficulté d'appréciation rendra toujours les chances les spéculations de cette sorte et les hommes sages se garderont bien de mettre leur fortune dans un semblable jeu.

Caisse des Invalides de la Classe ouvrière.

On se rappelle que vers la fin de la session du Corps législatif, M. Jules Favre appela l'attention du gouvernement sur la déplorable condition des classes ouvrières qui ne trouvent presque jamais dans leurs travaux pénibles et constants le moyen de se faire un sort dans leur vieillesse. La sollicitude de l'éloquent orateur a fait porter son fruit, et l'empereur vient d'adresser au ministre d'Etat une lettre où le sujet est traité d'une manière pratique, ce qui est infiniment plus difficile à faire que d'exprimer simplement des voeux sans indication de moyens pour les réaliser. Nous publions ci dessous cette lettre qui prouve que les intérêts de la politique extérieure et le remaniement de la carte d'Allemagne ne préoccupent pas assez l'esprit de Napoléon pour l'empêcher de se livrer comme d'habitude aux soins de l'empire. Aussi beaucoup de gens doivent commencer à dire que l'empire, en effet, *est bien la paix*, et que lorsque Napoléon prononça ces paroles il avait l'intention sincère d'en faire une vérité. La renonciation au Mexique, la renonciation aux frontières naturelles de la France sur le Rhin, la renonciation du moins apparente, sont des actes dont on est obligé de méditer malgré soi et qui font croire au retour du règne pacifique de Louis Philippe. Au moins l'empire peut il se reposer sur ses lauriers, lauriers d'autant plus brillants qu'il sans coûter la liberté à personne, ils ont assuré l'indépendance à toute une nation. L'empire est donc vraiment la paix et la paix à son droit; il faut que chacun le sache bien. Lord Palmerston, s'il vivait encore, serait forcé d'en convenir; il ne dirait plus qu'on *ment* tou*jours quand même on ne parle pas*; et Mme de Metternich ne dira plus qu'il *ne faut pas croire le contraire de ce que l'empire avoue*. Mme de Metternich doit voir que Venise ayant été cédée pour avoir la paix, la paix est venue. Maintenant si une guerre prochaine sort de cette paix réputée malsaine, ce sera très probablement l'Autriche qui l'inaugurera de nouveau et non le grand médiateur d'aujourd'hui. Cela dit, voici la lettre que nous annonçons plus haut et qui est un véritable monument de paix et de civilisation.

« Saint-Cloud, 28 juillet 1866.

« Monsieur le ministre,

« Le décret du 8 mars 1855, qui a fondé les asiles de Vincennes et du Vésinet, dispose que ces établissements recevront non-seulement les ouvriers convalescents, mais encore les ouvriers mutilés dans le cours de leurs travaux. Pour ceux qui préféreront rester dans leurs familles, l'admission pourra être convertie en une subvention annuelle ou mensuelle, fixée par une commission administrative.

« Cependant jusqu'à ce jour les crédits affectés à cette fondation et provenant du prélèvement de 1 0|0 sur le montant des travaux publics adjugés dans la ville de Paris et sa banlieue, n'ont permis de secourir que les ouvriers convalescents; les ouvriers mutilés ont été privés d'assistance.

« Il me paraît juste de réaliser d'une manière plus générale à l'égard de ces derniers les promesses du décret de 1855, et, à cet effet, il importe de faire appel à d'autres ressources que celles qui avaient d'abord été créées.

« Je croirais utile, en premier lieu, de provoquer le concours des intéressés eux-mêmes, qu'il ne convient pas de décharger du soin de toute prévoyance. On pourrait leur demander une contribution volontaire et modérée. Au produit de cette cotisation viendraient s'ajouter les sommes provenant du prélèvement de 1 0|0 opéré sur les travaux publics exécutés par l'Etat, les départements et les communes. Ce serait une sorte de caisse d'assurance subventionnée. Administrée par le gouvernement, elle prendrait le nom de *Caisse des Invalides du travail*.

« Elle aurait pour fonction de venir en aide aux ouvriers des villes et des campagnes qui, après s'être assurés, auraient été atteints, dans l'exercice de leurs travaux, de blessures entraînant une incapacité continue de travail. De aux veuves de ceux qui, placés dans les mêmes conditions, auraient perdu la vie.

« Il y aurait lieu de s'entendre avec les compagnies de chemins de fer pour qu'elles consentissent aux prélèvements nécessaires sur le montant de leurs travaux, en retour des mêmes avantages accordés à leurs employés.

« D'après cette organisation, les individus demeurés personnellement ou par leur administration, seraient seuls droit, comme on le voit, à une pension pour eux ou à un secours pour leur veuve.

« En supposant que la retenue de 1 0|0 exercée sur le montant de tous les travaux publics ci dessus énumérés rapporte 4 millions par an et que la cotisation d'un certain nombre d'ouvriers s'élève à 1 million, les revenus de la caisse seraient annuellement de 5 millions; et, en admettant que la durée moyenne des pensions soit de vingt-cinq années, on aurait la facilité de donner environ 800 pensions de 300 fr par an, aux victimes du travail.

« Je vous prie de vous entendre avec les ministres de l'intérieur et des travaux publics, pour rédiger sur les bases ci dessus un projet de décret de Conseil d'Etat.

« Sur ce, monsieur le ministre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLÉON. »

Nouvelles d'Italie.

Florence, 30 juillet.

Hier au soir, le roi réunissait, à Modène ou à Parme, la plupart des ministres, et les principaux généraux de l'armée. Les préliminaires sont acceptés sur les bases suivantes:

1o—Vérone occupée par les Italiens pendant l'armistice;

2o—Abandon pur et simple de la Vénétie par l'Autriche, sans aucune compensation;

3o—Plébiscite;

4o—L'Italie se réserve de traiter dans les conférences qui vont avoir lieu, les questions du Tyrol et de l'Istrie, sous ce couvert: « Rectification de frontières. » L'Autriche semble avoir refusé d'admettre que les noms de l'Istrie et du Tyrol fussent prononcés. Elle a admis « rectification de frontières, » d'abord parce que l'empereur Napoléon l'a désiré, puis, parce qu'elle a quelque idée de conserver une partie du Frioul vénitien.

Le gros de l'opinion italienne me paraît résigné à cette conclusion. Je vois bien quelques journaux conseiller la ténacité pour le Tyrol et l'Istrie, non-seulement les deux *Diritto* et quelques organes analogues des villes de province, mais même implicitement, un organe sérieux, la *Perseveranza*, de Milan, et le *Nazione*, de Florence, lesquels disent que la paix, sans cela, sera *boiteuse, mal assise*, qu'un élément de révolution persistera.

La *Perseveranza* dit: « A quoi bon faire la paix (sans le Tyrol, etc.)! Autant vaudrait continuer la guerre, parce qu'il faudrait nécessairement la recommencer avant peu, pour nous débarrasser de cet incube fatal de l'Autrichien présent à nos portes. »

La *Nazione*: « L'Autriche espère peut-être que la pression de toute l'Europe, qui réclame hautement la paix, puisse induire l'Italie à se contenter de la Vénétie; en ce cas, nous pouvons le dire *avec toute sécurité*: elle ferait un mauvais calcul, et la paix qu'elle *obtiendrait* aujourd'hui à ce prix, ne serait qu'un *commencement de complète destruction*. »

Vous sentez bien que cette rhétorique n'est pas prise tout à fait au sérieux, même par les gens accusés qui l'emploient, uniquement, je dois le dire, parce qu'en Italie, très peu de personnes ont le courage de leur opinion. Je ne doute nullement que la *Perseveranza* et la *Nazione* ne soient ravies de la paix, telle qu'elle est faite; mais si elles ne sacrifiaient pas à l'amour propre, elles passeraient pour n'avoir plus rien de national.

Il y a eu quelques petits meetings, pour protester contre une paix qui ne donnerait pas à l'Italie ses *frontières naturelles*: un à Gênes, des sociétés ouvrières, un à Milan, du parti mazzinien; un à Livourne, de M. Guerrazzi. Mais, jusqu'à présent, je ne vois pas d'agitation sérieuse. Il n'y en a pas. Le gros de l'opinion, je le répète, est résigné, très content au fond. Je me connais en Italiens: ils sont contents, vous pouvez me croire. En somme, ils sont fins; ils savent très bien qu'en tout ceci ils ont eu une chance merveilleuse, et qu'ils doivent bénir les dieux et les hommes du résultat acquis. Que, malgré cela, on relève son plumet, avec un petit air matamore: qu'importe: *Complète destruction de l'Autriche dans l'avenir*: soit! Il y a même des politiques de café qui voudraient qu'on exigeât de l'Autriche les dépenses de guerre; quel mal cela fait-il?

Le journal l'*Opinione* a reçu, d'un officier supérieur de la flotte, une justification de l'amiral Persano. Il est étrange d'entendre les raisons de cet homme universellement accusé d'avoir quitté le combat qu'il devait diriger. L'*Opinione* entend les choses autrement: elle réclame pour la justification *pour que pas mieux que pas à pas la raison de l'amiral*. Voilà de ces façons d'agir qui indisposent contre le journalisme italien; je ne le comprends pas: en pareil cas, je ne lui trouve pas de libéralisme intellectuel, pas de noblesse.

L'amiral va être jugé, ainsi que plusieurs autres officiers, par un conseil de guerre. Il y a lieu de croire que tout s'expliquera et se justifiera dans une certaine mesure. Du reste, dans un mois, qui sentira, comme à présent, le besoin d'un bouc émissaire, sur lequel on puisse rejeter le désastre de Lissa?

Je remarque qu'il commence à venir de Rome certaine petits airs de concorde. On est frappé et un peu touché de savoir que le pape a dit des mots à moitié italiens, interprétables dans un sens italien. Par exemple, quand M. de Hubner a annoncé la cession de Venise, le saint père a dit: « Dio sia benedetto, questo il porta calmare! Pie IX, avec vraisemblance, imagine que la possession de la Vénétie préviendra le relâchement au sein de Rome.

Si j'en jugeais par les conversations que j'ai eues ici, on est bien rabattu de la passion d'aller à Rome, comme *capitale dastice*. Tout le monde, à gauche comme à droite, me dit qu'on n'y pense presque plus. Les libres penseurs les plus hardis n'y tiennent pas. Une foule d'hommes, très révolutionnaires quand il s'agit de l'Unité, hésitent maintenant devant la question papale. N'oubliez pas que les hommes politiques les plus distingués d'Italie, les Gioberti, les Bonghi, les Massari ont une nuance de ne sais quel catholicisme philosophique.

Maintenant, il ne faut pourtant pas trop s'y fier. Je suis frappé de voir qu'au Parlement, ce qui a donné, en ce temps ci, c'est un esprit de peu de théories transcendantes, mais passe-en secret par un souffle d'antipathie systématique contre le prêtre.

Quelqu'un, qui voit de haut, me disait: « En Italie, le vieux levier maçonnique mène plus de choses qu'ailleurs. Il a fait, imposé des ministres. Il en fera, en imposera d'autres. »

Le Vatican aurait donc eu ce qu'il fausait quand, il y a quelque temps, il parla de la franc-maçonnerie à l'univers étonné.

Un très grand personnage disait: « Tout ce que le pape quitte Rome. Il y reviendra plus tard, comme chef de l'Eglise libre. »

Voilà donc la position: un grand apaisement apparent pour Rome, mais certains indices, qui, pour des esprits analytiques, donnent fort à penser.

Les Préliminaires de Nikolsburg.

La *Correspondance provinciale* de Berlin, l'un des organes par lesquels M. de Bismarck aime à parler au public, nous apporte une nouvelle édition des préliminaires de Nikolsburg. Elle ajoute peu de chose à ce qu'on savait déjà, mais elle précise, d'une manière très remarquable et avec une singulière insistance, le caractère absolument discrétionnaire de la domination que la Prusse va exercer dans le Nord de l'Allemagne. On sait déjà que le roi de Saxe doit, à l'intervention de la France et à la condescendance amicale du roi Guillaume, la consolation de conserver sa couronne et l'intégrité de son territoire; mais lui-même ne sait probablement pas encore, à l'heure qu'il est, quels droits demeureront attachés à son titre et à ses fonctions, car « la position de la Saxe dans la Confédération du Nord et vis-à-vis de la Prusse, demeure réservée à des décisions ultérieures; c'est-à-dire au pur arbitraire prussien. Le roi Jean continuera d'être appelé roi par un nombre déterminé d'hommes, appelés sujets, mais, pour le reste, il devra s'en rapporter à la bonne amitié de son frère de Prusse. Quant aux autres pays occupés militairement, qui sont le Hanovre, la Hesse Electorale, une partie de Hesse Darmstadt, le duché de Nassau et Francfort, le roi Guillaume s'est réservé la faculté de leur appliquer le droit absolu de la guerre, c'est à dire la confiscation de l'existence politique. Il n'est pas ici question de consulter les populations. Le Hanovre et les autres Etats qui sont placés dans la même situation subsisteront ou ne subsisteront pas, selon qu'il plaira au roi de Prusse et à son ministre. C'est pas encore que si leur anéantissement avait été stipulé dans les préliminaires. On aurait ainsi au moins eu l'air de s'occuper d'eux et de les compter pour quelque chose. Il n'y a pas de sort plus dégradant que de dépendre ainsi du caprice ou de l'intérêt d'un homme, et nous ne croyons pas que l'histoire moderne offre un exemple d'un pareil triomphe de l'arbitraire. Et cet arbitraire est du luxe. La frénésie unitaire des Allemands permet de croire, en effet, que si les populations des Etats vaincus étaient appelées à voter, elles se prononceraient pour la Prusse avec fanatisme; mais on ne veut pas les consulter, et on ne les consultera pas, parce qu'on ne veut rien avoir de commun avec le droit moderne: dans le triomphe de la Prusse, on veut faire voir au monde le triomphe du droit divin. Les vainqueurs de Sadowa répudient tout commerce avec la démocratie. Cela fait partie de leurs grandes visées, et leur patriotisme ne peut pas se contenter à moins.

La *Correspondance provinciale* se demande si toutes les souverainetés actuellement renversées demeureront supprimées et mortes. Elle pense qu'un entier condescendant du roi de Prusse pourrait bien rappeler à la vie l'une ou l'autre d'entre elles, mais ce serait qu'un acte purement gracieux de la couronne de Prusse, et il y faudrait regarder à deux fois. En somme, la *Correspondance* estime que tous les pays ci-dessus mentionnés seront purement et simplement confisqués par la Prusse. Le roi de Saxe aurait donc la satisfaction d'être le seul personnage de son genre dans la Confédération du Nord.

Quant à l'Autriche, elle souscrit d'avance à tout ce qui sera fait; elle ne s'exclut pas seulement de la Confédération du Nord, elle s'interdit aussi d'entrer dans la Confédération du Sud. Mais la Prusse ne s'engage pas du tout à ne pas entrer en rapport avec celle-ci, et le *Moniteur prussien*, qui complète à cet égard les renseignements de la *Correspondance provinciale* a soin d'établir que la démarcation du Mein ne doit pas détruire « le lien national et naturel entre le Nord et le Sud de l'Allemagne. » Le Sud de l'Allemagne est fort de cet avis; on peut voir, par nos correspondances d'aujourd'hui, que les Prussiens sont accueillis en amis par le peuple bavarois, même après le bombardement de Wurtzembourg.

La fièvre unitaire est d'ailleurs secondée par la pression des intérêts, et la Prusse, en restreignant simplement le Zollverein à ses confédérés politiques, est bien sûre de voir le Sud tout entier se hâter de rentrer au giron.

Il n'y a donc aucune illusion à se faire: si le résultat actuel de la bataille de Sadowa et des préliminaires de Nickolsbourg n'est encore qu'un accroissement considérable et alarmant de la puissance prussienne, il y a un résultat virtuel, probablement inévitable et peut-être prochain, qu'il faut envisager dès à présent: c'est la complète réalisation de l'unité allemande sous la main de la Prusse. Ce sera l'événement européen le plus considérable depuis la paix de Westphalie, et il serait fort prématuré d'en vouloir, dès à présent, mesurer toutes les conséquences. La philosophie de l'histoire prouvera peut-être un jour à nos descendants qu'il n'y a jamais eu d'événement plus heureux; mais nous, qui ne faisons pas de philosophie, et qui ne nous occupons que du présent, nous avons le devoir de mesurer ces choses à ce qui réclame la prépondérance et peut-être la sécurité de notre patrie. Le grand changement qui vient de s'accomplir en Europe soulève, au point de vue français, des questions de plus d'un genre, que nous avons déjà indiquées, et auxquelles nous ne nous lasserons pas de revenir. (Temps.)

PAR LE TELEGRAPHE

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

NOUVELLES D'EUROPE.

LES MARINS AMÉRICAINS A MOSCOU.

Francfort emprunte Douze Millions.

ADRESSE AU ROI DE PRUSSE.

NOUVELLES DE LA SONORA.

DÉROUTE DU JUARISTE MORALES.

Ses troupes se réfugient sur le sol américain.

Préparatifs en l'honneur du président.

LES TROUPES LUI SERVIRONT D'ESCORTE.

LES AUTORITES CIVILES N'Y PRENDRONT AUCUNE PART.

New York, 26.—Des dépêches spéciales confirment le fait précédemment annoncé dans les dépêches de la Presse associée, de la signature d'un traité de paix à Prague, jeudi.

Une dépêche de Moscou du 21 mentionne l'arrivée dans cette ville des officiers de la marine américaine, qui ont été reçus avec une considération distinguée.

Une dépêche de Dresde du 24 dit que le roi a ordonné au ministre saxon de coopérer avec les autorités prussiennes.

L'assemblée de Frankfort a voté un emprunt de 12 millions de florins.

Le taux de la banque a été réduit à 4 0|0.

Mayence, 24—Le siége a été levé hier. Les troupes prussiennes partent dimanche.

Madrid, 24—Les droits d'exportation sont suspendus pour 6 mois dans tous les ports de l'île de Cuba.

Londres, 26—Le roi de Prusse a reçu l'adresse des députés et manifeste une grande joie. Il a dit que si un autre conflit s'élevait avec les députés il agirait comme il avait déjà agi, bien qu'un autre conflit soit impossible.

L'Impératrice du Mexique est à Turin.

La Pointe aux-Pères, 26—Le *Nova Scotian*, parti de Liverpool le 16, a passé aujourd'hui. Les nouvelles qu'il apporte ont été presque toutes devancées par le cable.

La circulaire des courtiers de coton de Liverpool rapporte des ventes de 85,000 balles pour la semaine, dont 42,500 pour la spéculation et 24,000 pour l'exportation. Le marché était actif et plus ferme à une hausse de 1|4 d.

Les cotes sont: Beau Orleans, 16 d.; middling, 14 1|2, beau Mobile, 15 1|2 d., middling, 14 d.; beau uplands, 15 1|4 d.; middling, 13 3|4. Stock dans le port, 882,000 balles, dont 342,000 sont de provenance américaine.

New York, 24—Les vapeurs America et Aleppo sont tous deux arrivés. Les nouvelles qu'ils apportent ont été devancées.

New York, 26—Arrivé, le *Moravian* de la Nouvelle-Orléans.

Cincinnati, 26—Il y a eu 13 morts du choléra seulement, hier.

Philadelphie, 26.—On fait des préparatifs pour la réception du président mardi. Le major-général Meade a adressé aux officiers commandant dans ce département un ordre d'après lequel ils devront rendre au président les honneurs militaires convenables.

Le brigadier-général breveté Vodges sera l'officier commandant à New York et dans le port, et le brigadier-général breveté G. A. de Russy l'officier commandant à Philadelphie.

Les troupes de la première de ces villes servirent d'escorte au président, cérémonie qu'elles ont toujours faite à chaque occasion de visite présidentielle ici, depuis 1776.

Une assemblée de négociants est convoquée pour demain afin de prendre des mesures pour la réception du président.

Cette assemblée se tiendra au Bureau de commerce de la Bourse. Il est allégué que la salle a été refusée.

On croit que les autorités de la ville ne prendront aucune part à la réception du président, aucune assemblée de conseil n'ayant encore été convoquée.

San Francisco, 25.—Le consul impérial a reçu de la Sonore une dépêche du 6 qui dit que Morales, après sa défaite à Hermosillo, a été poursuivi par les impérialistes sous Guandas et atteint à un endroit appelé Pertigito. Un vif engagement eut pour résultat la complète déroute des libéraux qui ont pris refuge dans les lignes américaines, abandonnant leur bagage et leurs munitions aux mains des impérialistes. Pesquiera était vivement poursuivi. Des flibustiers américains sous Vega sont partis de La Paz, le 5 août, pour aller renforcer les juaristes battus qui ont reçu en échange de 1,500 animaux volés les moyens de poursuivre les hostilités. Tout était tranquille dans la Sinaloa. L'histoire de la défaite de Lozados est reconnue fausse.

Montreal, 26—Trois transports chargés de munitions et de canons de siège sont attendus d'Angleterre.

Mobile, 26—Le Bureau de santé rapporte quatre cas de choléra parmi les nègres. Ces cas ont pris naissance ici et sont terminés fatalement.

Vicksburg, 26—Aucun bateau n'a passé aujourd'hui. Le fleuve baisse.

Passe du Sud Ouest, 26—Rien en vue. Le temps est incertain et paraît devoir être orageux. Brise légère du sud-ouest. Marée basse.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE, 26 août 1866.
(Thermomètre de C. Duhamel.)

	FAHRENHEIT.
6 heures du matin	77 degrés.
Midi	86 "
3 heures du soir	87 "
6 heures du soir	82 "

RAPPORT MORTUAIRE.—Le nombre total des décès dans les dernières 24 heures est de 37—Classification: 19 blancs, 17 noirs et 1 non déclaré. Ce chiffre comprend 8 blancs et 8 noirs morts du choléra et 1 non déclaré. Augmentation d'un sur le rapport de la veille.

ENQUETES—Plusieurs enquêtes inutiles ont été faites hier par le coroner: une entre autres sur le corps d'un blanc inconnu, trouvé dans le fleuve, au poteau No 32, Premier District, au pied de la rue Orange. Verdict: mort à la suite de violences exercées par des mains inconnues au juri.

On lit dans la *Presse*:

Le *Moniteur prussien* disait il y a trois jours, que les préliminaires de Nikolsbourg étaient la réalisation de l'œuvre que la Prusse n'avait pu qu'ébaucher en 1815, et que, si l'on savait cependant, le complément de cette œuvre ne se ferait pas attendre. Il importe donc de bien déterminer ce qu'a été l'œuvre de 1815.

Cette œuvre a été double: elle a été, à la fois, territoriale et politique.

Que se proposaient les puissances coalisées? De renfermer la France dans un état si étroit, qu'il lui fût impossible de faire un mouvement.

Pour cela il fallait, d'après un memorandum célèbre du prince de Hardenberg, ministre dirigeant de Prusse, lui enlever sa *ligne offensive*, c'est à dire les places fortes qui couvraient ses frontières, et en faire la *ligne défensive* des Etats limitrophes: il fallait tenir notre territoire ouvert et fermer celui de nos voisins. Si la Prusse n'obtint pas, comme elle le demandait, cinq ou six des départements frontières de la France actuelle, cet échec des exigences prussiennes fut uniquement dû à la noble énergie du duc de Richelieu et à la sagesse de l'empereur Alexandre.

Le programme prussien fut alors transformé. Pour que la France pût remuer sans rencontrer devant elle une coalition toute formée, il fallait donner une part de ses dépouilles à tous les Etats principaux de l'Allemagne. Telle fut l'origine de la combinaison bizarre qui attribua Landau et le Palatinat rhénan à la Bavière. L'Autriche eut la sagesse de refuser la Belgique, qui lui était destinée dans ce plan, la Belgique fut donnée à la Hollande, et l'on pensa que l'étroite liaison de la maison d'Orange à la maison de Russie, la jalousie de l'Angleterre et le voisinage immédiat de la Prusse suffiraient à la protéger contre la France. Tous les petits princes de l'ancienne Westphalie durent faire le sacrifice de leurs espérances de restauration, parce qu'on jugea essentiel de mettre les deux rives du Rhin entre les mains d'une grande puissance. De petits Etats n'auraient pas atteint le but qu'on poursuivait. La Prusse fut donc mise en sentinelle sur nos frontières.

Cependant, la Prusse n'était pas satisfaite. Alors comme aujourd'hui, elle demandait la Saxe toute entière, elle revendiquait les margraviats d'Anspach et de Bayreuth, donnés par Napoléon à la Bavière; elle insistait sur la possession de Mayence. Elle appuyait ses demandes sur des raisons stratégiques. On l'avait établie sur les rives du Rhin pour qu'elle pût jeter sur la France, avec une grande rapidité, des forces considérables, et la configuration de son territoire s'opposait à ce qu'elle pût remplir suffisamment cette mission. Le prince de Hardenberg ne tarissait pas sur les inconvénients qu'offrirait à ce point de vue le territoire prussien étendu, comme un long fil de la Meuse au Niémen.

Les autres puissances ne contestaient pas la valeur des arguments invoqués par la Prusse; mais il y avait des engagements pris vis à vis de plusieurs maisons souveraines, et l'on ne pouvait enfin songer à enlever au roi d'Angleterre le Hanovre, qui était pour lui un patrimoine de famille. On donna autant qu'on le put, satisfaction à la cour de Berlin, en imposant au Hanovre, au Brunswick et aux deux Hesses la concession de routes militaires et de villes d'étapes qui permissent à la Prusse de porter rapidement toutes ses forces sur la frontière française.

Voilà ce que fut l'œuvre territoriale, exclusivement dirigée contre nous: l'œuvre politique fut l'organisation de la Confédération germanique. Ce fut une œuvre longue et difficile, mais si elle avait été conçue dans une pensée hostile, la lenteur de son élaboration en transforma graduellement le caractère. Les passions du premier jour s'étaient calmées, la rivalité de la Prusse et de l'Autriche s'était réveillée, et si la Russie qui avait des droits sur le Holstein, ni l'Angleterre, alors unie au Hanovre, n'avaient intérêt à laisser constituer au centre de l'Europe une grande puissance militaire. Le devoir de protection mutuelle établi pour tous les Etats confédérés donna à l'Allemagne une puissance défensive considérable, mais l'autonomie laissée à tous les membres de la Confédération, même aux plus faibles, et les formes lentes et compliquées par lesquelles on pouvait arriver à une décision commune, lui ôtaient le pouvoir d'agression.

L'organisation de la Confédération germanique ne créait donc aucun danger à ses voisins: en se protégeant elles-mêmes, les grandes puissances nous avaient protégés. Les événements en ont donné plus d'une fois la confirmation éclatante. Malgré l'union intime et les communes alarmes de la Prusse et de l'Autriche, nous eûmes, en 1830, le temps de renvoyer les Bourbons et de délivrer la Belgique avant que l'Allemagne pût se mettre en mouvement. En 1855, la Prusse, malgré tous ses efforts et malgré l'appui de plusieurs cours secondaires dévouées à la Russie, ne put amener l'Allemagne même à la neutralité armée, et dut assister en spectatrice à la défaite de la Russie. Enfin, en 1859, malgré les instances de l'Autriche et malgré la bonne volonté de la Prusse et de la Bavière, la France eut le temps de conquérir la Lombardie avant que la Diète put se mettre d'accord sur un décret de mobilisation.

L'œuvre politique de 1815, contre le vœu de ses promoteurs, ne nous a donc pas été défavorable; et c'est sans doute pour cela que le *Moniteur prussien* trouve qu'elle avait avorté.

Quels changements les préliminaires de Nikolsbourg apporteraient-ils à l'œuvre territoriale et à l'œuvre politique de 1815?

Nos frontières de l'est, déchiquetées à dessein, et dépouillées de toute ligne de défense naturelle, n'en demeureraient pas moins ouvertes à toutes les invasions; seulement, elles confineraient à une Prusse agrandie et fortifiée, dont la population passerait de 19 millions à 25, et dont l'armée régulière s'élèverait de 500,000 hommes à 700,000. Les annexions posées en principe, et que le futur parlement allemand aura pour mission d'accroître, réaliseront les vœux formulés en 1815 par le prince d'Hardenberg; elles permettront tout à la fois à la Prusse de se mouvoir avec plus de facilité et de rapidité qu'autrefois, et de porter sur le Rhin des forces plus considérables.

L'œuvre politique est modifiée plus profondément encore, et d'une manière plus désavantageuse pour nous. L'accroissement des facultés agressives de la Prusse ne se borne pas aux Etats annexés; il faut y joindre encore tous les Etats qui seront unis à cette puissance par un lien fédératif, et qui abdiqueront entre ses mains la direction de leur politique extérieure et la disposition de leurs forces militaires. Toutes les ressources, en hommes et en argent, de l'Allemagne du Nord seraient désormais à la discrétion de la Prusse, et celle-ci, qui prétend vouloir s'en tenir là, ne se fera pas longtemps prier pour admettre dans la fédération de ses vassaux les Etats de l'Allemagne du Midi.

Sous le régime qui vient de prendre fin, pour réunir dans une action commune toutes les forces militaires de l'Allemagne, ce n'était pas assez d'une entente de l'Autriche et de la Prusse, il fallait encore le vote de quelques-uns des Etats secondaires, parce que l'accord de ceux-ci suffisait pour tenir en échec les deux grandes puissances. Que faudra-t-il, désormais, pour précipiter en quelques jours sur un Etat voisin l'Allemagne toute entière, devenue la puissance la plus agressive et la plus formidable de l'Europe? Un ordre du cabinet de Berlin, avec ou sans la sanction d'un Parlement, dans lequel la Prusse s'adjuge les deux tiers des voix.

Au point de vue français, les préliminaires de Nikolsbourg ne sont donc pas la destruction de l'œuvre de 1815: ils en sont l'aggravation.

Edition d'hier.

Le rapport du général Sheridan.

La grande nouvelle du jour est le rapport du général Sheridan, au Président, sur l'émeute du 30 juillet, à la Nouvelle Orléans. Ce rapport se compose de réponses à des questions adressées au général; mais les réponses sont assez étendues pour comprendre tout le sujet, détails, antécédents et causes. Le général Sheridan qui était au Texas, au Mexique peut être, le jour où l'émeute a éclaté, parle de tout comme s'il avait tout vu, comme s'il avait assisté, sans l'empêcher, à ce qu'il appelle un massacre et comme si l'enquête du grand-juri ne contenait que des faussetés.

Et d'où viennent toutes ces lumières au général Sheridan? Qui donc l'a mis si bien au courant de ce dont il n'a pas été le témoin? Et par quelle raison, quand il doit nécessairement s'en rapporter aux autres, puisqu'il était absent, n'a-t-il pas fait aux témoins qui ont déposé devant le grand juri?

Ces témoins ne seraient-ils pas aussi respectables que ceux qu'il a pu entendre dans une enquête environnée de mystère et, qui en sortira on ne sait quand. Nous en sommes fâché pour le général Sheridan, mais nous croyons qu'il s'est laissé circonvenir par des gens intéressés plus pervers que ceux qu'il dénonce d'une si rude manière; car enfin quels sont les témoins qui méritent le plus de foi, de ceux qui parlent dans l'ombre ou de ceux qui parlent au grand jour devant les autorités et en présence de leurs concitoyens?

On ne pourra jamais croire qu'un homme revêtu, comme le général Sheridan, d'un pouvoir extraordinaire, tranche aussi cavalièrement des questions qui pourraient, parfois, embarrasser la justice elle-même. Les dénonciations du général sont capitales. Selon le général, qui n'était ni sur les lieux, ni dans l'Etat, ni peut être même dans les Etats Unis, ce qu'on nous assure que de Brownsville il est allé souvent à Matamoros ou il pouvait être le 30 juillet, la police de la Nouvelle-Orleans, aurait de propos délibéré et sans ombre de nécessité, commis un grand massacre.

Selon lui, ce massacre ne le céderait pas en cruauté barbare au massacre du fort Pillow. Selon lui, le coup était prémédité, selon lui, il faudrait renvoyer le maire Monroe qui est un "mauvais homme" et toute la police, composée de mauvaises gens, ce qui serait vu d'un bon œil par les deux tiers de la population de la ville.—Nous ignorons comment cela pourrait se faire quand nous songeons que le maire Monroe a été porté à la place qu'il occupe par les deux tiers des votants de cette même ville. Il est vrai qu'il y a plus de population qui ne vote pas que de population qui vote, mais n'est-il pas dans les usages républicains de regarder les électeurs comme les seuls éléments constitutifs de la souveraineté populaire? Le général Sheridan aurait-il le génie monarchique, par hasard? On pourrait le soupçonner quand il demande la révocation du maire, comme si cela dépendait d'une autre volonté que celle du peuple dûment convoqué dans les collèges électoraux.

Le général Sheridan va plus loin et assure qu'il existe ici un sentiment d'insécurité à cause de cet homme, et qu'on ne compte plus que sur les autorités militaires pour la protection des personnes et des propriétés. Il y a du vrai et du faux dans cette assertion. Ce n'est pas le maire Monroe personnellement qui inspire de l'insécurité, ce n'est pas non plus la police, mais c'est tout le gouvernement municipal, livré à la direction d'hommes aventureux, offrant peu de garantie à l'administration publique et faisant mouvoir au hasard une machine qui ne les intéresse pas directement.

Le général Sheridan fait ici le procès aux personnes quand, au contraire, il faut le faire aux choses, c'est-à-dire aux institutions. La police actuelle est aussi bonne qu'aucune police qui ait jamais fonctionné à la Nlle Orleans, mais elle est locale comme toutes celles qui l'ont précédée, c'est-à-dire prise dans la population de la ville même. Elle a, par conséquent, ses amis et ses camarades, dont beaucoup sont électeurs et électeurs puissants; par conséquent elle ne peut valoir une police militaire, étrangère au pays, soumise à une discipline stricte, et remplissant non pas un devoir, mais son service suivant l'ordre donné.

Voilà pour la police. Quant au gouvernement municipal nous avons toujours pensé qu'une commission de trois ou quatre hommes, choisis par le gouverneur, et fortement responsables, vaudrait mieux que les deux Conseils et que tous les Conseils municipaux élus comme ils le sont aujourd'hui par des votants dont pas un sur cent ne comprend l'importance de son vote. Cette commission pourrait vraisemblablement constituer une police plus indépendante et par conséquent plus rigoureuse dans l'exercice de ses devoirs.

Mais le général Sheridan ne propose pas de réforme; il dénonce seulement et il condamne en disant que sans l'autorité militaire, la situation des gens du Nord ici serait déplorable. C'est une erreur que nous devons relever. Les gens du Nord sont aussi en sûreté à la Nouvelle Orleans qu'à New York ou à Boston; et loin de vouloir leur faire un mauvais parti, le Sud les appelle en leur promettant toute la protection possible. Il est vrai que le Sud ne se soucie pas d'attirer dans son sein les Radicaux qui refusent au Sud de l'admettre lui-même au Congrès des Etats-Unis, mais les hommes du Nord conservateurs, mais les hommes du Nord qui respectent la constitution, mais les hommes du Nord qui veulent véritablement l'Union, mais les hommes du Nord qui ne sont ni conspirateurs ni factieux, mais les hommes honnêtes du Nord enfin, qui les repousse? personne. Nous les appelons au contraire; ils sont les bien-venus parmi nous, et nous ne croyons pas qu'un seul jusqu'à présent ait eu à se plaindre du Sud.

C'est donc une accusation gratuite que le général Sheridan a portée contre nous et contre les cours de justice du Sud. Nous sommes d'ailleurs dans une ville cosmopolite où la justice est rendue indistinctement à toutes les nationalités du monde, et nous n'avons pas encore vu qu'un juge de ce pays ait refusé de la rendre aux hommes du Nord à cause de leur origine. Nous croyons au contraire qu'en tout temps, ils ont joui ici non pas seulement de la considération personnelle qu'ils pouvaient mériter, mais encore d'une grande influence, influence provenant justement d'une origine qui leur donne un avantage marqué sur une population composée fortement d'éléments étrangers et les plus divers du monde.

Nous n'en finirions pas si nous voulions réfuter toutes les erreurs commises par le général Sheridan dans ses témoignages aux questions à lui adressées par ordre du Président; nous nous bornerons à signaler quelques autres assertions plus extraordinaires encore que celles que nous venons de commenter.

Le général dit que si cette affaire se passe sans qu'il y ait poursuite contre ceux qui y ont été engagés, on peut s'attendre à de terribles scènes du même genre non seulement ici mais en d'autres endroits; et il ajoute qu'aucunes mesures n'ont été prises par les autorités civiles pour l'arrestation des citoyens coupables de violence ou contre les hommes de police qui ont été la cause déterminante de ces cruautés, tandis que les membres de la convention ont été décrétés d'accusation par le Grand Juri et forcés de donner caution.

On voit par là que le général Sheridan ne se considère pas comme un témoin qu'on interroge mais comme un avocat, car il discute et met toujours en avant son opinion à la place des faits.

C'est alors le cas de répéter ce que disait M. de Girardin à l'égard du général Cavaignac plaidant sa cause devant l'Assemblée Nationale:

« Puisque les soldats se font avocats, il nous sera peut-être bien permis à nous, journaliste, de nous faire soldat. »

Le général Sheridan craint que si les auteurs de ces cruautés ne sont pas poursuivis, il n'y ait d'autres massacres dans le Sud. Mais y a-t-il dans les autres Etats du Sud des sujets semblables de discorde? Le général Banks a voulu violenter la Louisiane et voilà ce qui en est résulté. On a voulu aussi violenter le Tennessee et l'on sait qu'elles en ont été les suites. Mais dans les autres Etats, il n'y a rien eu de pareil. Le Mississipi s'est réorganisé sous les auspices de l'éminent patriote Sharkey, nommé gouverneur par le président Johnson, et tout a progressé depuis fort régulièrement et pacifiquement dans cet Etat. On peut en dire autant de tous les autres Etats qui se sont réorganisés sous la direction de gouverneurs provisoires nommés par le président Johnson, et une paix profonde y règne aujourd'hui. Sans la convention de 1864, convoquée si extraordinairement par le général Banks et si frauduleusement élue, rien de semblable aux scènes de cruauté, que le général Sheridan reproche à nos autorités civiles, ne serait arrivé; et maintenant que l'affaire est faite, c'est à dire à présent qu'on en a fini avec les prétentions d'une assemblée qui a voulu malheureusement pour elle se remuer sous le poids de la fange impure où elle était ensevelie, on ne craint plus ni désordre ni tumulte parceque il n'en existe plus aucune cause, et il faut que l'esprit du général Sheridan soit bien troublé pour qu'il s'en préoccupe.

Et d'ailleurs comment poursuivrait-on? A supposer qu'il y ait un corps de délit, où sont les délinquants? Où sont les preuves? Personne n'a été désigné dans l'enquête devant le grand jury. Peut être eût-on désigné quelqu'un si le général Baird n'eut pris sur lui de faire rendre sans délai la liberté à tous ceux que la police avait arrêtés dans la journée du 30. Cette faute appartient donc à l'autorité militaire et non à l'autorité civile, et le général Sheridan n'a pas le droit de protérer une plainte à cet égard.

Le général dit ailleurs qu'il ne veut obéir à aucun confédéré. Très bien; mais, dans un certain sens, tout le monde est confédéré au Sud, puisque le Sud a été pendant quatre ans organisé en Confédération. Aujourd'hui que la Confédération est morte, il n'y a plus que des unionistes fédéraux; dès lors la distinction du général Sheridan est un hors d'œuvre. Il est clair que si l'on admettait ses scrupules, il n'y aurait pas de restauration possible, attendu que la Confédération remplira toujours, comme drame, les plus intéressantes pages de l'histoire de ce pays. Le fait de la Confédération ne passera pas. Il faut donc que le général Sheridan en prenne son parti et qu'il s'habitue à voir l'autorité civile au Sud exercée par des confédérés.

Mais si le général Sheridan se plaint des confédérés, il est assez juste pour se plaindre aussi de beaucoup de gens qui ne l'étaient pas. Il avoue franchement que les meneurs de la convention, les King Cutler, les Hahn et d'autres n'ont été que des agitateurs politiques et qu'eux aussi sont de mauvaises gens. Le général est avant tout soldat, et en cette qualité il ne marche pas ses mots. Il y trouve des réprimandes pour tous, excepté pour les nègres. Il est certain que dans cette affaire les nègres ont été victimes des intrigants qui les ont excités. Nous le déplorons et tout le monde le déplore comme nous.

Enfin, le général dénonce la presse de la Nlle-Orléans qui aurait entretenu, par ses publications, la rancune des hommes dangereux. des meneurs hommes C'est là une injustice criante. La presse est comme le pays, comme la législature, comme les électeurs légaux, comme le grand juri, comme la cour; la presse est comme tout le monde. Elle ne peut être autre chose et ne mérite aucun reproche. Nous devons ajouter que la presse est surtout pour le plan de reconstruction du Président Johnson, endossant sa politique, qui est celle du secrétaire Seward. M Seward serait-il devenu suspect aux yeux des radicaux?

Fièvre d'Unité.

La *Liberté* met en relief quelques extraits de journaux russes, desquels il semble résulter que la fièvre des annexions commencerait à gagner la Russie. Ainsi, le *Golos*, jetant les yeux sur Lemberg et la Gallicie, affirme que c'est la mission providentielle de la Russie de se rendre aux vœux des populations ruthènes, avant-garde en Gallicie de la nationalité russe. Un journal plus grave, la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, constate sans commentaire que des bruits d'annexion de la Gallicie à la Russie commencent à circuler en Pologne. Enfin, la *Gazette de Moscou*, désavoue récemment pour ses exagérations et même frappée de suspension, mais autorisée de nouveau, et l'un des organes les plus influents du vieux patriotisme russe, se livre aux considérations suivantes sur les résultats de la guerre:

Les conséquences de la guerre prusso-autrichienne, dit-il, seront défavorables pour la Russie. Les motifs de collision entre la Russie et la nouvelle Prusse, qui disposera d'une force de 30 millions d'habitants, ne manqueront pas de se présenter. Les deux puissances seront réduites à développer leurs forces maritimes sur la même mer intérieure, qui deviendra par trop étroite pour ces deux grandes puissances.

Tant que l'Autriche se trouvait à la tête de la Confédération germanique et qu'elle était suffisamment puissante pour sauvegarder sa complète indépendance, elle ne pouvait avoir, comme puissance conservatrice, de collisions d'aucune espèce avec la Russie; toutes ses aspirations la portaient vers l'Orient. Cette situation a complètement changé aujourd'hui. Sa rivalité avec la Prusse cesse désormais, et l'Autriche pourra, dans un cas donné, devenir l'instrument d'une politique étrangère dirigée contre les intérêts de la Russie. Les hommes politiques hostiles à la Russie supposent déjà le rôle qui pourrait être efficacement assigné à l'Autriche dans le but d'affaiblir la Russie.

Les questions intérieures en Autriche demeureront sans solution, malgré tous les efforts de ses hommes d'Etat, attendu qu'il est impossible de créer un Etat sans unité nationale.

Lorsque l'Autriche aura été exclue de la Confédération germanique, ces questions ne pourront même pas être abordées.

Les Slaves et les Hongrois ne reconnaîtront plus la prépondérance de l'élément allemand en Autriche, comme cela se pratiquait jusqu'à présent.

D'un autre côté, les peuples allemands de l'Autriche consentiront difficilement à se soumettre aux autres nationalités sur lesquelles ils se sont habitués à dominer.

Ces peuples allemands ne tarderont pas à se séparer de l'Autriche et à s'annexer peut-être à la Prusse.

Que feront dans cette position les Slaves? Ils chercheront évidemment un point d'appui puissant dans l'empire slave par excellence, c'est-à-dire dans la Russie.

Nous n'attachons pas plus d'importance qu'il ne convient à ces manifestations d'une partie de la presse russe; mais il est curieux de voir comment, une fois l'impulsion donnée, certaines idées s'engendrent et se propagent.

L'unité italienne n'était pas achevée que déjà s'élaboraient en Allemagne des projets d'unité germanique. Ces projets n'ont encore reçu qu'un commencement d'exécution, et voilà qu'en Russie on songe tout de suite à opposer l'unité slave à l'unité allemande.

L'Autriche était à la fois puissance italienne et puissance slave. Par la guerre de 1859, elle a cessé d'être puissance italienne; par la guerre de 1866, elle cesse d'être puissance allemande. Il ne lui reste plus que de se constituer fortement comme puissance slave; mais cette prévision excite des préoccupations en Russie, et d'ardents patriotes dans ce pays projettent aussitôt d'attirer à eux l'élément sur lequel l'Autriche semble condamnée désormais à s'appuyer.

Le panslavisme, que les événements actuels réveillent, est déjà une vieille doctrine: seulement, d'après ceux qui la soutiennent, plus de la moitié de l'Europe serait slave, et on voit quelles transformations gigantesques entraînerait l'application de cette théorie.

INSTITUT ST-CHARLES.—Le cours des études de cette maison d'éducation se rouvrira lundi, 3 septembre. Nous avons fait si souvent et consciencieusement l'éloge de l'Institut St-Charles, dirigé par Mme Clara Macé, que nous ne pouvons mieux faire pour cette fois que de référer les familles à nos précédents articles. Mme Macé a fait de son établissement une maison d'éducation vraiment supérieure et les élèves distingués qui en sont sorties le prouvent mieux que tout ce que nous pourrions dire. Aussi les succès de l'Institut St-Charles vont-ils toujours croissants et la confiance qu'il inspire aujourd'hui aux familles est-elle sans bornes. Mme Clara Macé nous prie d'annoncer qu'elle a attaché à son Institut un grand nombre de professeurs d'élite et que rien ne sera négligé pour donner aux élèves une instruction achevée soit sous le rapport de la morale, soit sous le rapport de l'intelligence et nous ajoutons que pour Mme Macé le passé garantit l'avenir. Nous engageons du reste le public à lire l'annonce que Mme Macé fait insérer aujourd'hui dans nos colonnes.

PAR LE TELEGRAPHE.

POSTSCRIPT

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Liverpool, samedi, 25—Le marché au coton est ferme et sans changement. Ventes 8,000 balles; le Middling Uplands fermant à 13 3|4 d.

Le marché aux céréales est languissant à cause du temps favorable pour les récoltes. Le prix des blés étrangers tend à baisser.

Londres, 25 au soir—Le marché monétaire est ferme—Cours au comptant 88 3|4, 5.20, 70 1|2.

Vienne, samedi, 25—Il est officiellement annoncé que l'empereur François Joseph a accordé une nouvelle Constitution et un nouveau ministère à la Hongrie.

Paris, samedi, 25 août—Avant la signature du traité de paix par la Prusse, l'Autriche, l'Italie et la Bavière, l'Autriche avait cédé sans réserve la Vénétie à l'Italie.

L'Impératrice Charlotte ne retournera pas au Mexique et l'on admet que l'empire dans ce pays approche de sa fin.

Washington, 25—Le comité nommé par la convention du travail de Baltimore s'est rendu chez le président aujourd'hui. M. Handeliff, l'orateur, a dit que la convention n'était attachée à aucun parti dans un sens politique et n'avait aucune aspiration au pouvoir. Il a soutenu que le travail de 8 heures par jour devrait être légalisé; que les terres publiques devraient être distribuées de manière à ce que les travailleurs pussent en avoir à la place des capitalistes et que les ouvriers devraient être protégés.

Il a demandé au président assistance pour accomplir ces mesures. En réponse, le président a dit qu'il était opposé au système actuel du travail des condamnés à cause de ses différences injustes et de son influence dégradante. Il désire voir le travail élevé et telle fut toujours sa position. Son histoire prouve qu'il était contre le monopole des terres publiques. Il est pour la plus courte journée de travail en harmonie avec l'intérêt de tous, et les travailleurs peuvent compter sur son influence quand elle pourra être employée en leur faveur. Ils ont sa sympathie tous ses sentiments sont pour leur cause et il espère qu'ils atteindront leur but.

Washington, 25. — Le Republican dénonce le secrétaire Stanton et dit qu'il est partiellement responsable de l'émeute de la Nouvelle-Orleans. Il dit qu'il n'a pas soumis à la connaissance du président la dépêche de Baird du 28 juillet demandant des instructions immédiates sur la conduite à tenir et remarque le fait que Stanton n'a pas même répondu à la dépêche. Le président n'a vu la dépêche que mercredi dernier.

Memphis, 25 — Une tentative a été faite ce matin par G. W. Wood, collecteur de la taxe des E. U. pour tuer le Col. M. C. Galloway, éditeur de l'*Avalanche*. Wood l'a invité à sortir et a tiré sur lui. La balle a traversé sa main et a fait une blessure douloureuse. Wood a essayé d'échapper, mais il a été poursuivi et capturé. Le peuple s'est attroupé à l'instant, et Wood aurait été pendu immédiatement à un poteau de lanterne, sans le général Forrest qui le saisit et dit à la foule que justice lui serait faite mais que pour le moment il le protégerait aux risques de sa vie. Wood a été arrêté.

Memphis, 25—Une grande assemblée monstre a été tenue au Court Square ce soir, pour ratifier les actes de la Convention de Philadelphie. Le général Forest ayant été appelé à présider l'assemblée, a fait un discours dans lequel il a dit qu'il ne désire pas qu'il y ait une nouvelle guerre, et qu'en mettant bas les armes il n'a gardé aucune rancune contre les hommes du Nord. Il est d'opinion qu'on ne peut placer aucune confiance dans les hommes politiques, mais que ceux qui tiennent à rester chez eux doivent être envoyés de préférence aux législatures et au congrès. Il estime ceux qui se sont trouvés face à face avec lui sur les champs de bataille, quant à ceux qui étaient constamment à Washington il ne leur accorde pas plus de confiance qu'aux hommes du Sud qui ne sont pas sortis de chez eux.

L'honorable Gustavus Henry a ensuite pris la parole, et a fait un long et brillant discours.

Puis l'assemblée a adopté des résolutions approuvant l'Adresse de la Convention de Philadelphie et la politique conciliatrice du Président.

Cette assemblée a été la plus grande et la plus enthousiaste qui ait été tenue jusqu'ici en cette ville.

Augusta, Georgie, 25. La perspective des récoltes dans toutes les parties de l'Etat est des plus tristes. Au Sud Est de la Georgie on l'on récoltait autrefois une balle de coton sur deux acres de terre, il faudra le produit de dix acres pour obtenir cette balle. Les rapports qui nous parviennent de la Floride représentent la récolte comme étant dans un piteux état, par suite des sécheresses et des fortes pluies qui sont survenues.

New York, 25—Les nouvelles de Venezuela vont jusqu'au 24 juillet. Le général Avana, président d'Avagua, a été déposé par les révolutionnaires, et le général Rosa installé à sa place.

Une semblable révolution a éclaté à Truxillo, mais elle a été calmée après une grande effusion de sang et l'incendie de nombre de maisons. Cavallo a été nommé président et le général Vasquez mis en prison.

Les Canadiens sont revenus de leurs frayeurs des Féniens, mais ils pensent que ceux-ci renouvelleront leurs tentatives le mois prochain.

Le colonel Roberts accuse Sweeney d'avoir mal disposé des fonds qu'il avait en mains pour la cause fenianne. Ce dernier a lancé, hier, un ordre qui ressemble à une déclaration de guerre. Il ordonne de réorganiser les cercles militaires et de nommer des hommes compétents pour commander.

New York, 25. — Le coton était actif à la clôture avec des ventes de 300 balles de 33 1|2 à 35 pour le Middling. L'or a fermé à 147 7|8. Les 5-20 à 112 1|2; 10 40 (65) à 102 3|4.

Vicksburg, 25—Montant le fleuve steamboat Mississippi, à 10 heures hier soir. L'eau baisse.

Passe Sud-Ouest du Mississippi, 25. — En dedans de la barre, navires Harriet, Irving et Bavaria, et barque Albina. Les steamers Rapidan et J. C. Harris ont mis en mer à 5 heures P. M. Rien en vue—le vent est léger du Nord-Ouest, le temps menace, et il pleut.

Station de la Quarantaine, 25—Il ne reste ici que le steamer Sonora et un brick.

Louisville, 25—Il s'est vendu 89 boucauts de tabac à une faible réduction de prix sur les lugs communs. La farine superfine vaut $7; le blé $2 35, le maïs mélangé 60, l'avoine 35; le porc mess 33 25, le bacon épaules 17 1|2; la graisse 21, le whisky commun 2 20, et le Bourbon 3 50.

(*Autres Dépêches*)

Londres, 24 au soir—Les Prussiens font rapidement retraite. Les députés prussiens ont voté une adresse au roi.

On assure que Napoléon a rejeté avec fermeté la demande de l'impératrice du Mexique. Une de ses raisons est la nécessité où il se trouve de tenir sa parole envers les Etats-Unis.

Londres, 23—Des avis venus de tous côtés indiquent que pour le moment la guerre est finie en Europe.

St-Pétersbourg, 23—On continue à fêter les représentants des Etats-Unis. Une grande réception a eu lieu au palais impérial de Peterhoff. Les officiers de la flotte américaine et M. Oscar S. Sawyer, du *N. Y. Herald*, ont été présentés à l'empereur et à l'impératrice.

Il y a eu, le soir, bal et illumination. Les marins de la flotte ont dîné à Cronstadt. Des milliers de gens visitent les navires.

A la cour, pendant le dîner, l'empereur s'est levé et a dit: « Je propose la prospérité des Etats-Unis et de leur députation et la continuation des relations amicales entre la Russie et l'Amérique. »

Vienne, 23 août — Le sentiment en Autriche est favorable à la paix en ce moment, mais il sera plus tard pour la guerre afin de rétablir son pouvoir en Allemagne.

Memphis, 23—Les districts de la Bavière, cédés à la Prusse, sont le Ort, le Gresfeld, Hillert et Thorn, dans la Basse Franconie, contenant 40,000 habitants.

Florence, 23—Les Autrichiens continuent à enlever de Venise les reliques nationales et les objets d'art.

2,500 prisonniers italiens ont été relâchés.

Berne, 23—Tous préparatifs de défense sont discontinués en Suisse.

Paris, 23—L'impératrice du Mexique est partie pour Miramar.

MAISON D'EDUCATION. — Nous annonçons pour le 3 septembre, la réouverture de l'institution Locquet, dirigée aujourd'hui par Mlle M. A. Burr dont l'expérience et l'habileté inspirent aux familles une si grande confiance. Mlle M. A. Burr avait partagé pendant plusieurs années les travaux et les soins de Mme Locquet et elle a su maintenir l'Institution à la hauteur où celle-ci l'avait élevée.

Mlle M. A. Burr s'est assuré le concours de professeurs éminents soit pour l'anglais, soit pour le français. Nous citerons pour les sciences le Dr Crawcour, professeur au collège médical de la Nouvelle-Orléans; pour la littérature française, M. L. A. de Moustuin, écrivain de Paris, M. Geo. Gessner pour l'allemand et les langues anciennes; et pour la musique, Mmes F. Locquet, Boudousquié, Lorning et Magioni; la réputation de ces dames est trop bien établie pour que nous nous permettions des éloges qui auraient l'air de banalités.

Aux cours déjà si remarquables de son institution, Mlle M. A. Burr a conçu l'heureuse idée d'ajouter un cours du soir qui sera consacré exclusivement à la haute littérature dans les deux langues. Les jeunes personnes et dames pourront surtout profiter de cet avantage.

MUSIQUE. — Nous avons reçu de M. Louis Grunewald, éditeur de musique, rue du Canal No. 129, trois charmantes compositions pour le piano. L'une, l'IDYLLE RUSTIQUE, par J. Leybach, qui a eu beaucoup de succès à Paris et qui mérite sa célébrité; l'autre, la ROSÉE DE MAI, dédiée à Marie Pleyel, par Henry Litolf, et qui brille de fraîcheur, de grâce et de jolies modulations; c'est un chant sans paroles et qui s'en passe à merveille; et enfin le CHANT DU MATONIER, barcarole fort originale de Ch. B. Lysberg. Nous recommandons aux jeunes pianistes ces trois morceaux fort remarquables.

BÉNÉDICTINE.—Cette délicieuse liqueur, que le corps médical français recommande comme STOMACHIQUE et ANTI-CHOLÉRIQUE, se trouve aussi chez J. B. SOLARI, coin Royale et Saint Louis. 20aout—2f

Marché aux bestiaux.

Jefferson City, 27 août.

Il n'y a pas eu d'arrivages, hier.
Pas de vente.
A vendre—1161 boeufs du Texas, 365 veaux et vaches au 24 cochons, 298 moutons et 21 vaches à lait.

Boeufs de l'Ouest, de choix, par liv. net	— à —	
do do 2me qualité, par liv. net	— à —	
Boeufs du Texas, de choix, par tête	35 — à 50	
do do 2e qualité, par tête	20 — à 30	
do do 3me qualité, par tête	7 12 à 15	
Cochons de l'Ouest, par liv. gr	— 12 à — 15	
do du pays do	— 10 à — 11	
Moutons du Texas, en lots, par tête	2 50 à 3 75	
do du pays, par tête	— à —	
Vaches à lait, de choix, par tête	75 — à —	
Veaux d'un an, par tête	7 00 à 12 —	

Décédé le 30 juillet, à Nanterre, près de Paris, CLAUDE FRÉDÉRIC AVET, né à Thoisse, Savoie, et pendant vingt ans habitant de cette ville.

Décédé en cette ville, hier, à 5 heures A. M. à l'âge de vingt-deux ans, NUMA HONORÉ SALVANT, natif de la Paroisse de Plaquemines. Son enterrement a lieu ce matin dans la Paroisse de Plaquemines.

Décédé hier soir, à 4 heures, à l'âge de 29 ans, ADER BERTRAND DU TRAGNOT, natif de Mantioux, Haute Garonne (France). Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin à 11 heures précises. Le corps est exposé Route de la Métairie, en face du City Park. De la part de la famille.

Société Française de bienfaisance et d'assistance mutuelle de la Nlle Orléans.
Décédée, hier au soir, à 9 heures, à l'âge de 61 ans, MARGUERITE PONCET, née à Villecroze, département du Var. Les membres de la Société, ainsi que les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu ce soir à 4½ heures. Le convoi partira de la rue Bagatelle No. [illegible]. Le corps est exposé. Par ordre du président.
J. J. BONNAFFE, trésorier.

Service Funèbre.
Un service funèbre sera célébré le LUNDI 27 août 1866, à 7 1|2 heures du matin, à l'église Ste-Rose de Lima, en mémoire de feue dame VALSIN WILTZ, née FROMENTIN.
Les amis et connaissances des familles Demouille, Wiltz et Cantrell sont priés d'y assister sans autre invitation.

Perdu.

HIER au soir, la somme de $260 à $300 en greenbacks et en billets de ville, dans le trajet du chars du Bayou. [illegible] Le bonne récompense sera donnée à celui qui rapportera, remise au bureau de l'Abeille.

COLLEGE
DIRIGE PAR M. CARON
Rue des Remparts Nos 210, 212 et 214.
Pensionnat et Externat.

[illegible]

AVIS. LES PERSONNES [illegible]
CARDNER SMITH [illegible]

Divers! Divers!!

[illegible]
BERNARD TURPIN,

Sociedade Portugueza de Beneficencia Lusitana.
SEGUNDO [illegible]
P. M. CANTON, Secr.

Société Portugaise de Bienfaisance.
CONFORMEMENT à [illegible]
P. M. CANTON, Secrétaire.
Nouvelle Orléans, 25 août 1866.

Huile de charbon.

25 BARILS huile de charbon, de PREMIÈRE QUALITÉ, venant d'être reçus et à vendre par CUSACHS & OGDEN,
Encoignure Royale et St-Philippe.

L. H. RICHARD,
COMMISSIONNAIRE ET IMPORTATEUR
No. 46, rue Vieille-Levée,
entre Douane et Bienville.
Maison de commission à Paris No. 18, Passage Saulnier.

INSTITUTION LOCQUET.
RUE ST-CHARLES, 212 et 214,
et
199 et 201, RUE DU CAMP,
(entre les rues Julia et St Joseph.)
Pensionnat et Externat de Demoiselles.
Année scolaire 1866-1867.
MADEMOISELLE M. A. Burr, [illegible] lundi 3 septembre [illegible]
M. A. BURR à l'Institution.

INSTITUT SAINT-CHARLES,
Pensionnat et externat pour les jeunes Demoiselles,
Dirigé par Mme C. MACÉ,
Rue Bourbon, No 101.
LE cours des études recommencera, dans cette institution, LUNDI, 3 septembre.
Un grand nombre de professeurs d'élite sont attachés à l'Institut St Charles depuis longues années, et rien n'est négligé par la Directrice, on le sait, pour donner aux élèves qui lui sont confiées, la plus haute éducation morale et intellectuelle.
Pour prospectus s'adresser au local de l'Institut.

AVIS.
MESSIEURS P. L. MASPERO et P. NUMA OLIVIER sont associés à ma maison de commerce depuis le 1er courant. La raison sociale sera P. Maspero & Co.
Nlle Orléans, 25 août 1866. P. MASPERO.

POUR LA HAVANE.
Le paquet régulier brick SIR ROBERT PEEL, ayant la majeure partie de son chargement engagée partira pour le port ci-dessus dans le plus bref délai.
Pour balance de fret et passage, s'adresser au capitaine à bord, poteau No 19 Deuxième District, ou à
E. TROISGROS,
37 rue de la Douane.

POUR VERA-CRUZ.
Positivement LUNDI 27 Août 1866.
La belle barque américaine et de 1re classe ATLANTA Evans capitaine, du port de 300 tonneaux, ayant de beaux emménagements, partira positivement comme il est dit ci-dessus.
Pour passage seulement, s'adresser à
L. JOUBLANC,
17 Passage de la Bourse.

A LOUER.
Une bonne maison de résidence ayant 12 pièces et une grande cour, située au No 60, rue Dauphine, entre Bienville et Conti.
S'adresser sur les lieux ou 77, rue du Bassin.

Demande de maison.

ON DEMANDE UNE PETITE MAISON meublée, située dans le Deuxième ou le Troisième District. S'adresser, par lettre, à D. L. aux bureaux de l'ABEILLE, et donner tous les détails.

Cannes à Sucre.

80 arpents de cannes à sucre, première qualité, à St-Charles, à vendre.
S'adresser chez Mme Vve Désiré Prosper, encoignure Magasins et Plaisance, No. 262.

Farine, Porc, Bacon et Beurre.

FARINE.

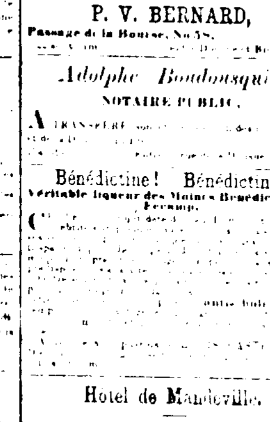
300 barils FARINE	Grey Jacket,		
150 do	do	de blé de 1864,	
100 do	do	Centre Star,	
100 do	do	Belleville Star,	
100 do	do	Hawthorn	
100 do	do	Willow Dale	
50 do	do	Star Mills,	

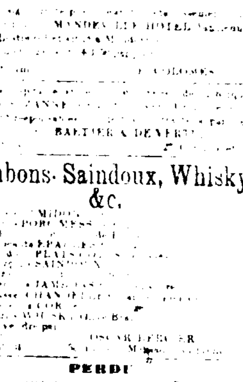
43 barillets BEURRE DE L'OUEST,
66 frequins do do
PORC—[illegible] barils mess et mess prime.
JAMBONS—50 tierçons jambons fumés.
PLATS COTÉS DÉSOSSÉS—20 boucauts St. Louis City, fumés,
à vendre par
ETHELL & THOMAS,
Rue Poydras, No 166.

Bureau de Santé,
No 132 rue Gravier.

Le public trouvera des [illegible] aux heures de [illegible] tous les jours.
Dr. JAMES BURN, [illegible]
Dr. ERNEST S. LEWIS, [illegible] No 246 rue St Charles.
Dr. H. C. TERAULT [illegible]
Dr JOHN F. HUEST [illegible] No 283 rue St André, près Magasins.
Et à notre bureau.
GEO. W. DIRMEYER,

GRANDE DECOUVERTE
DU Dr. OMEARA,
Pendant une épidémie de choléra en Egypte
GRAND REMÈDE
CONTRE LE CHOLERA
Asiatique et le Choléra Morbus. [illegible]
Chartres et Dumaine, No 219. — PHARMACIE LLADO. [illegible]
Gouttes de Thacimann [illegible]





Anti-Cholérique du Dr. Dumesthé.
[illegible]

Tapis, Rideaux, Nattes, &c.
NOUS avons reçu [illegible] d'Etoffes à rideaux, [illegible] Tapis [illegible] Toiles cirées, [illegible]
A. BROUSSEAU & C., importateurs

Charbon et bois de corde,
à vendre par
P. V. BERNARD,
Passage de la Bourse, No 58.

Adolphe Boudousquié,
NOTAIRE PUBLIC,
A TRANSFÉRÉ [illegible]

Bénédictine! Bénédictine!
Véritable liqueur des Moines Bénédictins de Fécamp.
[illegible]

Hotel de Mandeville.
[illegible]

Jambons-Saindoux, Whisky &c.
[illegible]
OSCAR BERCIER

PERDU
[illegible]
AVIS AUX CONTRIBUABLES.
[illegible]

Banque des Citoyens de la Louisiane.
[illegible]

Dr. T. ANTOINE.
MÉDECIN FRANÇAIS
[illegible]

Bonner, Goode & Dillingham.
AVOCATS.
E. M. BONNER, E. J. GOODE, J. P. DILLINGHAM.
Bureau:
Encoignure Camp et Gravier, [illegible] de la banque du Canal.

A LOUER.
1o—Une maison à quatre appartements, avec cuisine et cour, située rue Kerlerec, entre Craps et Derbigny.
2—La belle maison en briques à étage située au coin des rues Bourbon et Quartier [illegible]
S'adresser au bureau de M. O. de Forest [illegible] No 12 rue Royale.

Demande d'une Maison.

POUR un bon ménage [illegible]

A Louer.

UNE grande maison [illegible]
S'adresser à M. Théophile Robert, au bureau du recorder.

A VENDRE.
Eaux de vie en Douane.
10 demi [illegible]
Vins de Porto et Sherry.
Vins rouges en barriques et en caisses.
Vins blancs en caisses et barils.
Champagne.
A vendre par AUG. COUTURIÉ, No 57, rue Vieille Levée.

Amandes. Amandes.
51 SACS amandes coques tendres de Tarragone, 300 caisses sucre blanc et jaune.
A vendre par AUG. COUTURIÉ, No 57, rue Vieille Levée.

Cercles de Baril! Cercles de Baril!
BOIS:
10,000 des meilleurs cercles de l'Ouest en bois [illegible]
A vendre au telle quantité qu'on voudra, au prix le moins élevé du marché, par C. M. Phelin, No 56 rue de la Vieille Levée.
Ou à la cour de l'encoignure Premiere et Water, Quatrième District.
N. B. — Ayant l'usage des barges et des steamers, je suis prêt à contracter pour envoyer du bois à n'importe quel point de la côte après Bayou Sara.
C. M. PHELIN.

LOTERIE
DE L'ETAT DU KENTUCKY.
C. H. MURRAY & CO., directeurs.
GROS LOT......$100,000.
LOTERIE DE L'ETAT DU KENTUCKY.
Classe H — Au bénéfice du Collège Shelby, devant être tirée à COVINGTON, Ky. le
VENDREDI, 31 AOUT 1866.
Seulement 30,000 numéros — 895 Prix.

PLAN.

1 lot de	$100,000	$100,000
1 lot de	50,000	50,000
1 lot de	25,000	25,000
1 lot de	10,000	10,000
1 lot de	5,000	5,000
1 lot de	2,450	2,450
[illegible]	[illegible]	5,000
[illegible]	[illegible]	25,000
[illegible]	[illegible]	30,000
[illegible]	[illegible]	32,000

Approximations:
[illegible]

Billet entier $21, demi billet $10, quart de billet $5, huitième de billet $3, seizième de billet $1 50.
Les billets sont à vendre par
CHAS T. HOWARD,
marchand ayant licence,
Qui paie aussi les lots gagnés
No 10, rue de Camp.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU COMMERCE, A LA NOUVELLE-ORLEANS,
COMMERCIAL PLACE, No 11.
20 août 1866.
[illegible]

Directeurs.

[illegible]	ISAAC SCHERCK
[illegible]	JOHN G. PARHAM
[illegible]	J. J. EARLETON
[illegible]	E. C. ROACH
[illegible]	J. HODGLESBY
[illegible] ADAMS	ROBERT L. ADAMS
[illegible]	R. W. ADAMS
CHARLES W. NEWTON	N. J. THAXTON
[illegible] FRIERSON	T. T. A. LYON
[illegible] HANNA	E. A. YORKE
[illegible] BUCKNER	D. P. LOGAN
[illegible]	EDGAR STEEL
[illegible] CAPES	

Avis spécial.

[illegible] D'ASSURANCE COMMERCIALE [illegible] No 11, Commer[illegible]
G. O. SWEET, Secrétaire.

Bouchons à vendre.

15,000 BOUCHONS à demi-[illegible]
CUSACHS & OGDEN,
[illegible] Royale et St Philippe.

Gardienne d'enfant.

ON désire [illegible] Gardienne d'enfant, [illegible]

AVIS.
[illegible] CHARPANTIER [illegible]
P. J. PAVY, [illegible]

COMPAGNIE DE MANUFACTURE DE SOULIERS DU SUD
A [illegible]

Bureau d'Immigration
RUE ROYALE, 31
[illegible] Dr P. G. A. KAUFMANN [illegible]

OSCAR BERCIER,
Négociant - Commissionnaire,
NO 38 RUE DES MAGASINS,
au premier.

Avances sur Consignations
[illegible] New York, le Havre, Paris, Bordeaux [illegible]
OSCAR BERCIER,
38, rue des Magasins.

Victor Maignan & F Laborde,
Marchands commissionnaires et importateurs de vins, eaux de vie, sardines, fruits, conserves, etc.
NO 43 RUE VIEILLE-LEVEE.

CHOLERA.
Liqueur anti-cholérique de Raspail.
[illegible]
GEO. W. LEONARD.

A LOUER.
[illegible]

JUSTE FONTAINE
Courtier,
No 12, rue Royale, entre Canal et Douane.
[illegible]

LES SOUSSIGNÉS
ONT formé [illegible] Couturié & Bordelois, [illegible]
AM. COUTURIÉ,
E. BORDELOIS.
Nlle Orléans 31 juillet 1866.

Le Docteur A. LANDRY,
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
a fixé sa résidence à la Nouvelle-Orléans:
No 60, rue du Maine, encoignure Royale.

AVIS.
LE SOUSSIGNÉ donne avis au public qu'il a établi [illegible]
Office rue Carondelet No 3, Bureau No 10.
J. CASTANIE.

HOTEL FIJUX,
10 & 12 Waverly Place—New-York,
A un block de Broadway, derrière New-York Hotel.
M. FIJUX a l'honneur d'informer ses clients et les voyageurs de la Nouvelle-Orléans, qu'il vient d'acquérir son établissement [illegible]
Table d'hôte à 6 heures. Appartements pour familles, etc. etc.

Transfert de Bureaux.
LES BUREAUX du chemin de fer des Opelousas ont été transportés au No 60 rue du Canal, près de la Vieille-Levée.
GEO. W. SQUIRES, secrétaire.

Sixième état annuel de la Compagnie D'ASSURANCE MUTUELLE DU STAR.

Nouvelle-Orléans, 31 juillet 1866.
CONFORMÉMENT à sa charte, la compagnie publie l'état suivant:—
[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée sur les livres de la compagnie.
PLACIDE FORSTALL, Président.
N. AUGUSTIN, Secrétaire.
[illegible]
PLACIDE FORSTALL, Président.
N. AUGUSTIN, Secrétaire.
[illegible] PAUL W. [illegible]

JAS. JACKSON,	CHS. ROMAN,
ALFRED DUFILHO	ARTHUR FORSTALL
B. LAPLACE	AD. SCHREIBER
J. F. SCHROEDER	F. DOLHONDE
L. R. COLEMAN	JAS. POLLOCK
W. C. C. CLAIBORNE,	PLACIDE FORSTALL.

Aux Planteurs et autres de l'Etat de la Louisiane.

Le but d'Exposition pour l'Exposition universelle de Paris [illegible]

[illegible]

EDWARD GOTTHEIL,
Agent et Commissaire à l'Exposition Universelle de Paris en 1867.
Nouvelle-Orléans, 21 juillet 1866.

Dr. SABOURIN,
166, DOUANE,
ENTRE DAUPHINE ET BOURGOGNE.

L'Exposition Universelle de Paris. 1867.
AVIS.
AYANT été nommé, par Son Excellence le Gouverneur Wells, Agent et Commissaire pour représenter les intérêts de l'Etat de la Louisiane à l'EXPOSITION UNIVERSELLE de Paris, en 1867, [illegible]
EDWARD GOTTHEIL,
Agent et Représentant à l'Exposition Universelle de Paris en 1867.

BLADON SPRINGS,
Comté Choctaw, Alabama.
LES propriétaires de ces célèbres sources [illegible]
JAMES CONNOR & CO.

Bureau de Prêts.
A l'instar des bureaux de Paris,
145..........rue Commune..........145
Vis-à-vis l'Hôtel St-Charles.
J. HART, Directeur.
M. J. HART appelle l'attention de ses anciennes clientes et du public sur son Bureau de Prêts qui est organisé sur un nouveau plan. L'argent y est prêté à un taux beaucoup moins élevé et les conditions [illegible]
N. B.—M. Hart a pris des mesures telles que les personnes qui déposeront des articles à son bureau de prêts pourront les recevoir à New-York, Cincinnati, Louisville, St Louis et les autres principales villes de l'Union.
Le bureau est ouvert de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

GEO. H. DUNBAR,
LIQUORISTE,
FABRICANT DE LIQUEURS,
8..........RUE ST-LOUIS..........8
Nlle Orléans.
ANISETTE... CURAÇAO.... MARASQUIN
—Et—
Liqueurs françaises de tous genres.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DE HOPE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.
Nouvelle Orléans, 23 juillet 1866.
A une élection tenue le 8 [illegible] les Directeurs de cette Compagnie, ont été dûment élus Directeurs pour l'année courante, MM.

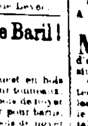
Lafayette Folger,	John I. Adams,
Thos. N. Blake,	Felix A. Duclos,
P. Malochée,	Thos. D. Miller,
Jules C. Denis,	
C. W. Bradbury,	
Hy Peychaud	

Et à une assemblée des Directeurs tenue aujourd'hui, M. H. Peychaud a été unanimement élu Président, M. P. Malochée, Vice Président, et Louis Barnett, Secrétaire.
LOUIS BARNETT, Secrétaire.

DROGUES, MEDICAMENTS
PEINTURES, HUILES, ETC.
CUSACHS & OGDEN,
Encoignure Royale et St-Philippe,
IMPORTATEURS
ET MARCHANDS EN GROS DE
Drogues,
Médicaments,
Peintures,
Huiles,
Huiles essentielles, etc.
Ont constamment en mains un assortiment complet des articles ci-dessus.
AINSI QUE
Tous articles pour TEINTURIERS, DISTILLATEURS, PARFUMEURS, PEINTRES, &c, &c.
Aussi—INDIGO Guatemala et BOUCHONS de et [illegible] grandeurs et qualités.

Banque du Commerce.
Département des Travaux Hydrauliques.
17 août 1866.
LES plombiers sont prévenus à leurs risques, de ne faire aucune connexion aux tuyaux de cette compagnie sans en avoir obtenu l'autorisation au bureau, rue Dryades, entre les rues Canal et Commune.
WM. J. McCULLOH, Surintendant.

Bitters Hongrois de Lukach,
ET SCHNAPPS AROMATIQUE
DE SCHIEDAM.



SUPERIEURS à toutes les autres qualités et à tout ce qui a été vu au Nord comme au Sud. Le monde commercial comprend ou doit comprendre la supériorité de ces articles. [illegible]
88 rue Commune